

**Préserver notre modèle, un nécessaire sursaut républicain**

Notre pays traverse une période peu réjouissante aux crises multiples. Un virus prend des vies, met à l'épreuve notre système de santé et impose un deuxième confinement non sans conséquences sur notre tissu social. Des actes odieux ont récemment été commis et au travers de l'assassinat de ces femmes et ces hommes, c'est toute la nation qui a été frappée. Cette tragédie nous a laissé dans la stupeur et l'effroi et met à l'épreuve notre capacité de résilience. Les mots sont insuffisants pour qualifier l'abjection de ces actes et au travers de notre hommage à Samuel Paty nous témoignons notre soutien et solidarité envers tous les acteurs réalisant des missions de service public et faisant vivre au quotidien le projet républicain. Face aux terrorismes, nous ne céderons rien.

Au-delà de cette atmosphère pesante, nous observons une évolution inquiétante des discours avec un franchissement de cap dangereux pour notre démocratie. Elle pourrait être fragilisée si face à la sidération, plutôt que de poser les bases d'une réflexion structurée, nous cédions à la facilité de donner quitus aux commentateurs qui n'ont d'autres projets que l'asservissement de cette dernière à leur dessein politique.

En effet, cela fait des années que cette "lame de fond" traverse le pays mais l'abomination des actes a été l'occasion pour un ensemble de personnalités publiques ou médiatiques de tenir des propos très dangereux, clivants, au moment même où il fallait faire corps. Les amalgames entretenus placent un pan entier de nos concitoyens dans une position stigmatisante très peu propice à la pacification. Elle est vécue par beaucoup d'entre eux comme une forme d'humiliation.

Le discours public semble céder à une simplification outrancière qui conduit à ne pas comprendre les logiques à l'œuvre dans notre société.

Le recours à une terminologie dénuée d'analyse, dévoyant même les définitions (laïcité, islamophobie, etc.), est problématique en ce qu'il brouille les pistes et induit en erreur les moins aguerris. Il est nécessaire de rétablir le sens de ces concepts qui ont longtemps permis la concorde dans notre pays et que certains individus surexposés médiatiquement rêvent de voir dénaturés.

Le recours à des concepts creux servant d'épouvantail pour disqualifier des positions différentes, faire diversion et semer le trouble par la peur, est indigne de notre démocratie. La confusion entretenue entre terrorisme, islamisme, islam et musulman produit de la peur, fait des liens dangereux et stigmatisants. La machine à exclure et à discriminer est alimentée en produisant des stéréotypes et en essentialisant les identités.

Des organismes reconnus tels que l'observatoire de la laïcité plutôt que d'être soutenus et renforcés sont attaqués et disqualifiés parce qu'ils disent le Droit.

A l'heure où la société se fragmente, que les institutions sont fragilisées, qu'une défiance à l'égard du politique se généralise, plutôt que de rassembler, construire des ponts et rassurer, certains

alimentent la peur qui conduit à la haine. Il est urgent d'arrêter cette spirale dangereuse qui pousse chaque jour un peu plus la société vers les extrêmes.

Le manque de représentativité dans les médias est probablement une des origines du traitement binaire de l'information. La sur-occupation voire saturation médiatique influence les esprits et empêche d'y voir clair. Il manque des éléments d'analyses ; les universitaires et le discours scientifique sont discrédités.

Dans ce contexte nous sommes préoccupés et souhaitons alerter sur les risques encourus de poursuivre dans cette voie, si l'on ne recouvrait pas collectivement la raison. Le recours à l'arbitraire, le recul de l'Etat de droit et des libertés individuelles, sous couvert de plus de sécurité, nous rappellent des heures sombres de notre histoire et les mesures annoncées nous paraissent à côté de l'enjeu réel.

L'égalité de traitement n'est plus arborée comme un principe fédérateur et la lutte contre les discriminations n'est plus portée politiquement. Les gouvernements successifs ont pris des engagements en la matière qui sont restés lettres mortes mais qui doivent être réaffirmés.

Les politiques de réduction des effectifs et des moyens du service public d'une manière générale et leur responsabilité, à fortiori dans les quartiers populaires qui restent bien moins dotés, sont à questionner dans l'évolution que traverse notre société.

L'éducation reste fondamentale et au cœur du projet républicain d'émancipation. En période de crise sanitaire, il est d'autant plus urgent et impératif de mobiliser l'attention de tous pour ne pas perdre le lien avec des enfants et leur famille.

Sortir de la sidération et produire des réponses adaptées, faire corps au-delà des mots. Nous appelons à réinvestir le champ des politiques d'égalité, à garder la référence à la laïcité historique, inclusive et sociale, comme outils de pacification, au niveau de l'Etat et des territoires. La promotion de l'égalité de dignité entre les citoyens, quelles que soient leur couleur, origine, classe sociale, orientation, religion etc. doit retrouver toute sa place tel notre étendard collectif. Les élu-e-s de tous bords doivent montrer l'exemple et tenir des discours responsables en la matière, pour ne pas détricoter le travail méticuleux que des milliers d'artisans du lien social tissent quotidiennement sur le terrain. Il est urgent de s'interroger sur ce que produisent les discours, et ce qu'ils peuvent empêcher de co-construire en imposant une identité qui enferme et réduit les gens malgré eux.

Loin des professionnel.le.s engagé.e.s au service du Développement Social Urbain l'idée de taire les difficultés, mais en contact avec la réalité des quartiers et habitants les plus fragilisés, nous savons que l'on nous montre la société française telle qu'elle n'est pas. Nous savons aussi que l'efficacité pour lutter contre la radicalisation commande l'inclusion et non le rejet, notamment lorsqu'il se cache derrière les discours largement répandus.

Le chantier est vaste et les enjeux impérieux. Puisse cette tribune contribuer au sursaut républicain.

Le bureau de l'IR-DSU

*Contact presse :*

*Khalid IDA ALI, président de l'IR-DSU*

*06 04 59 10 30*